

COMITE DU BOIS DE LA CEE ET COMMISSION EUROPEENNE DES FORETS DE LA FAO DECLARATION SUR LES MARCHES DES PRODUITS FORESTIERS EN 2004 ET LES PERSPECTIVES POUR 2005

Version abrégée - Le Comité du bois de la CEE a adopté l'ensemble du texte officiel
de la déclaration sur les marchés basé sur la "*Produits Forestiers - Revue annuelle du marché 2003-2004*"
à sa soixante-deuxième session à Genève, Suisse, le 8 octobre 2004
(www.unece.org/press/pr2004/04tim_n01e.htm)

Aperçu des marchés des produits forestiers en 2003 et 2004

Le Comité du bois de la CEE et la Commission européenne des forêts de la FAO ont débattu des liens, interactions et effets mutuels de la politique forestière et de la politique des marchés. Alors que le secteur forestier de la région de la CEE s'efforce d'améliorer la viabilité économique de l'aménagement forestier durable, la réussite sur le marché des producteurs qui ne pratiquent pas l'aménagement forestier durable représente une menace pour la capacité des forêts à fournir leurs multiples bénéfices. Des forêts saines nécessitent des marchés sains (et inversement). Dans ce contexte, l'influence et l'impact des politiques élaborées en dehors du secteur doivent également être considérés avec soin.

Les marchés mondiaux des produits forestiers deviennent de plus en plus concurrentiels: de nouvelles sources d'approvisionnement en bois bon marché apparaissent, les entreprises spécialisées dans les produits forestiers ont de plus en plus une envergure internationale et les flux commerciaux évoluent rapidement. Sur tout marché, ceux qui produisent à faible coût exercent de fortes pressions sur leurs concurrents à l'échelle mondiale. Si elles veulent survivre, les entreprises doivent maintenir et améliorer leur compétitivité en modifiant radicalement leurs stratégies si cela est nécessaire et en tenant pleinement compte de l'évolution des marchés mondiaux.

Des évolutions spectaculaires sont enregistrées dans le secteur des produits forestiers de la Chine qui importe et transforme des bois ronds et des sciages de multiples sources, dont la région de la CEE, la Russie en particulier. Les produits sont destinés au marché intérieur chinois en expansion rapide ou envoyés vers les marchés extérieurs sous forme de produits transformés tels que meubles, moulages, portes, etc. Les faibles coûts des matières premières, du transport et de la main-d'œuvre, avec 17 millions de travailleurs supplémentaires par an, combinés à des politiques gouvernementales encourageant les

investissements étrangers dans les grandes scieries modernes, ont déjà permis aux exportateurs chinois de produits forestiers à valeur ajoutée de gagner de larges parts de marché en Amérique du Nord, forçant des entreprises de cette région à cesser leurs activités ou à prendre des mesures radicales pour améliorer leur compétitivité. Dans certains cas, ceci a eu des conséquences négatives sur les collectivités locales ainsi que sur la viabilité économique de la gestion forestière dans les zones concernées. Des inquiétudes ont aussi été exprimées face au risque que des effets similaires se produisent à l'avenir sur les marchés européens.

L'économie de la Russie reste en forte expansion et les politiques gouvernementales ont facilité les investissements étrangers directs dans de nombreux secteurs, dont celui des forêts. Par suite, dans certains secteurs, la production et les exportations de produits forestiers ont connu un redressement par rapport à la période antérieure à la transition, mais la consommation intérieure de sciages et de produits à base de papier reste faible. La Douma examine actuellement le texte d'un nouveau code forestier visant à établir un équilibre satisfaisant entre les aspects économiques, environnementaux et sociaux de la gestion des forêts. Ce nouveau code pourrait contenir des dispositions prévoyant qu'à l'avenir des terres forestières pourraient être sous contrôle privé.

Produits forestiers certifiés

D'intenses débats ont porté sur l'évolution de la certification parce que les politiques et les questions y relatives affectent à la fois les forêts et les marchés. A l'échelle mondiale, la superficie des forêts certifiées atteint près de 200 millions d'hectares, soit environ 5% de la superficie totale des forêts. Les forêts certifiées se trouvent à 95% dans la région de la CEE, les augmentations les plus fortes ayant été enregistrées tout récemment au Canada avec un triplement de la superficie des forêts certifiées au cours des deux dernières années. En Russie, où se trouvent plus de 20% des forêts mondiales, les premières mesures sont

prises par le secteur d'activité, les régimes de certification et les pouvoirs publics pour développer et appliquer la certification. A ce jour, la certification n'a pas beaucoup contribué à enrayer le déboisement dans les zones tropicales.

La demande de produits forestiers certifiés provient de la filière bois, ainsi que des professionnels, par exemple les intermédiaires et les détaillants, mais pas encore des consommateurs finals. Malgré de récentes tentatives en faveur d'une intensification de la coopération entre les systèmes de certification, le manque de reconnaissance mutuelle entre les systèmes risque de plonger les consommateurs dans la confusion. La certification basée sur la chaîne de responsabilité, qui permet de remonter jusqu'à la source des produits forestiers, se développe. Par ailleurs, plusieurs initiatives sont en cours pour évaluer les systèmes de certification et améliorer la transparence. Dans certains pays, les politiques gouvernementales d'achat privilégient de plus en plus la consommation de bois et vont jusqu'à exiger que les produits forestiers proviennent de forêts gérées selon les principes du développement durable. D'autres pays élaborent des politiques similaires. Dans l'hypothèse où ces politiques seraient trop rigides ou favoriseraient tel ou tel système de certification, elles risqueraient de détourner les pouvoirs publics du bois au profit de matériaux non renouvelables.

Les forêts contribuent à ralentir le changement climatique parce que les arbres sur pied et les produits forestiers retiennent le carbone, parce que leur exploitation nécessite relativement peu d'énergie et parce qu'elles remplacent les produits non renouvelables et les carburants fossiles. Ces avantages de la forêt et du bois devraient être pris en considération dans la formulation des politiques.

L'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux sont une question qui touche la totalité du secteur du bois, des forêts jusqu'aux marchés. Pour lutter contre les activités forestières illégales, notamment le débardage, qui se produisent dans le monde entier, y compris dans la région de la CEE, des mesures gouvernementales et intergouvernementales sont mises en place pour remédier à la situation sur le plan national et mettre un terme au commerce de bois illégal. Le Plan d'action de l'Union européenne sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux

(FLEGT) prévoit des contrôles aux frontières, la concession de licences et des accords de partenariat entre importateurs et exportateurs.

Le Comité et la Commission ont examiné les conclusions de l'atelier CEE-ONU/FAO qui s'est tenu les 16 et 17 septembre 2004 à Genève sur "L'exploitation forestière et le commerce illicites des produits forestiers de source illégale dans la région de la CEE". Cet atelier, qui s'est concentré sur les causes, l'étendue et les conséquences des activités forestières et du commerce illicites, s'est basé sur les rapports et interventions de trente-sept pays de la région. Il en a conclu que l'exploitation forestière et le commerce illicites des produits forestiers de source illégale existait dans tous les pays de la région de la CEE, bien qu'à des degrés variés de prévalence et d'occurrence (de moins de 1% dans la plupart des pays de la région à plus de 35% des prélèvements légaux chez certains). Le Comité et la Commission ont décidé que le CEE-ONU/FAO contribuerait aux efforts régionaux menés en vue d'améliorer le respect de la législation forestière.

Perspectives économiques générales

La reprise mondiale est bien installée mais elle s'essouffle. La hausse des prix du pétrole oblitère la croissance économique et les choses pourraient encore s'aggraver. La reprise économique devrait se poursuivre aux États-Unis en s'affaiblissant, alors que dans la zone euro la reprise est fragile, inégale et étroitement tributaire de la croissance des exportations. En Europe orientale, en revanche, la croissance devrait être ferme et l'essor se poursuivre dans les pays de la CEI. En 2004, les taux de croissance devraient être compris entre 1,8% dans la zone euro et 7,6% dans les pays de la CEI et atteindre environ 2% en Amérique du Nord. En 2005, on prévoit des taux avoisinant 2% dans la zone euro, 3,5% en Amérique du Nord et 6% dans la CEI.

Evolution des marchés

Sciages résineux

La consommation de sciages résineux a atteint dans la région de la CEE des records en 2003 et devrait encore progresser fortement en 2004 (environ 1,4%), pour atteindre 221 millions de m³, et ensuite ralentir en 2005. Les exportations de la région devraient progresser de près de 4% en 2004, mais perdre 1,5% en 2005. Les exportations de la Russie devraient progresser de 7% en 2004, et encore en 2005, pour atteindre 11,6 millions de mètres cubes, c'est-à-dire retrouver pleinement les niveaux d'avant 1990. La consommation de la

Russie devrait progresser en 2005, après avoir fortement régressé au cours de la dernière décennie. En Amérique du Nord, la construction en 2003 de 2 millions d'habitations a stimulé la demande de sciages ainsi que des autres produits forestiers primaires et à forte valeur ajoutée, tandis que les prix des sciages ont été tout près d'atteindre des records. Le différend qui oppose les Etats-Unis et le Canada sur le bois d'œuvre résineux continue d'avoir des effets sur le commerce. Les exportations canadiennes en direction des Etats-Unis sont soumises à des tarifs douaniers de 27,2%. Les récentes décisions de l'ALENA et de l'OMC sont généralement en faveur du Canada. Une attaque de dendroctones a dernièrement ravagé certaines parties de la Colombie britannique (Canada). Le gouvernement provincial a de ce fait augmenté l'autorisation annuelle d'abattage de 27% dans la zone touchée (une augmentation de 4,9 millions de m³ à l'échelle de la province) afin de lutter contre l'épidémie et sauver le bois avant qu'il ne s'altère, pourrisse ou favorise les incendies.

Sciages feuillus

Les marchés des sciages feuillus devraient progresser en Europe, confirmant les signes de reprise enregistrés en 2003, avec une augmentation de 2,4% de la consommation en 2004 et de 1,6% en 2005. En Europe, les échanges devraient être nombreux, avec une augmentation de 2,1% des importations européennes en 2004 et de 1% en 2005. Parmi les principaux producteurs européens, la Roumanie devrait connaître une croissance particulièrement rapide. Les exportations des Etats-Unis devraient approcher les 3 millions de m³ en 2005. Les débouchés pour les sciages feuillus certifiés sont importants dans quelques pays d'Europe occidentale, et sont surtout recherchés par les architectes, notamment ceux travaillant à la réalisation de projets financés par des fonds publics.

Panneaux dérivés du bois

En 2003, ce secteur a connu une augmentation de production et de consommation après deux années de morosité des marchés et de prix bas. Les prévisions pour 2004 et 2005 confirment cette tendance. Les pays font cependant montre de prudence et la consommation apparente ne devrait progresser en Europe que de façon marginale en 2004, et seulement de 1% en 2005, pour atteindre 57,8 millions de mètres cubes. Il en va de même pour l'Amérique du Nord, où la consommation en 2005 devrait atteindre 63,8 millions de mètres cubes. En 2004, Les déséquilibres entre l'offre et

la demande ont poussé les prix des panneaux à copeaux orientés (OSB) vers des records en 2004 en Amérique du Nord. Cependant, la Fédération de Russie prévoit une augmentation de la production de 6% en 2004 et de 5,2% en 2005, pour atteindre 6,4 millions de mètres cubes. En Russie, les principales augmentations devraient toucher le contreplaqué, les panneaux de particules et les panneaux de fibres de moyenne densité

Pâte à papier, papier et carton

En Europe et dans la CEI, la consommation de papier et de carton devrait s'accroître à peu près au même rythme que l'économie dans son ensemble (2,2% en Europe et 7,7% en Russie en 2004), alors qu'en Amérique du Nord la consommation et la production devraient à peine s'accroître en 2004 et stagner en 2005. Les exportations en provenance des pays d'Europe centrale et orientale augmentent, en partie en raison de l'augmentation des investissements dans cette région. La production et la consommation de pâte à papier devraient s'accroître régulièrement en Europe en 2004 mais cette progression devrait se ralentir en 2005. Les taux de croissance sont plus élevés pour la Russie, notamment en ce qui concerne la consommation nationale de pâte à papier, qui progresse désormais beaucoup plus vite que les exportations. Et pourtant, en valeur, la Russie est un importateur net de papier, puisque les importations d'assortiments à forte valeur ajoutée ont dépassé les exportations des produits forestiers non transformés. En Amérique du Nord cependant, la production de pâte à papier va stagner et la consommation fléchir légèrement, en raison de l'insuffisance de la demande et de l'offre importante de papier recyclé.

Matière première bois, y compris pour la production d'énergie

Dans la région de la CEE, les enlèvements de bois ronds devraient légèrement augmenter en 2004 et 2005, parallèlement à la demande. L'utilisation du bois comme source d'énergie connaît une progression rapide qui est alimentée par les politiques gouvernementales et la demande du marché. La forte augmentation des prix du pétrole a également stimulé l'emploi du bois dans la production d'énergie. Les bois de second choix sont en concurrence entre l'énergie, la pâte à papier et les panneaux. Il est urgent d'améliorer les données des tendances de l'énergie tirée du bois ainsi que leur interprétation afin de formuler des politiques qui soient satisfaisantes.